

Tunisie : le Front populaire pour la réalisation des objectifs de la révolution

jeudi 17 janvier 2013, par [LEROUGE Dominique](#) (Date de rédaction antérieure : 27 décembre 2012).

Depuis le printemps 2012, le paysage politique tunisien a été marqué par une bipolarisation croissante entre deux grands pôles :

1. Le premier est constitué par les islamistes d'Ennahdha, le Congrès pour la République (CPR) du Président Marzouki et Ettakatol du Président social-démocrate de l'Assemblée constituante Mustapha Ben Jafaar (1) ;
2. Le second pôle s'efforce de regrouper diverses forces, essentiellement les 17 partis issus de l'éclatement des partis de Ben Ali et de Bourguiba, qui, au nom de la logique « tout sauf Ennahdha », se rangent derrière Nidaa Tounes (l'Appel de la Tunisie) de Caïd Essebsi (2). Des pourparlers ont commencé à la fin du printemps 2012 entre le parti d'Essebsi et des forces ayant participé aux gouvernements de Mohammed Ghannouchi (3) juste après la chute de Ben Ali, comme par exemple celles issues du PDP (4) et des « modernistes » autour d'Ettajid (5). S'y sont ajoutés des courants provenant du Parti du travail tunisien (PTT) de Bedoui (6). L'objectif premier d'Essebsi est de regrouper les anciens dirigeants et militants du RCD. (7)

La gauche tunisienne, dont les militant-e-s avaient joué un rôle moteur dans la révolution de décembre 2010-février 2011, a été marginalisée lors des élections d'octobre 2011.

au sein du Front du 14 janvier, les différentes organisations politiques de gauche et nationalistes arabes ont fait le choix de faire cavaliers seuls aux élections, alors qu'ils ne disposaient pas de moyens matériels pour être visibles. Leur capacité d'intervenir dans les luttes s'en est trouvée amoindrie.

Au printemps 2012, des discussions ont commencé pour reconstituer un Front du 14 janvier sur de nouvelles bases, ouvert à d'autres partis ainsi qu'à des militants individuels indépendants (n'appartenant à aucun parti). L'enjeu était de constituer un troisième pôle politique s'opposant simultanément aux deux pôles se situant dans le cadre du capitalisme néolibéral.

Interrogé en juillet 2012, le dirigeant du Parti des travailleurs (ex-PCOT) Hamadi Ben Mim expliquait : « *Les forces politiques révolutionnaires qui ont constitué le Front du 14 janvier dans les jours qui ont suivi la chute de Ben Ali, ont largement contribué à faire tomber les deux premiers gouvernements provisoires. Lorsque Caïd Essebsi est ensuite devenu Premier ministre, le 27 février 2011, le PCOT était pour le faire également tomber et le remplacer par un gouvernement au service des travailleurs. (...) Mais il n'y avait pas consensus sur ce point entre les partis révolutionnaires : Caïd Essebsi a envoyé des appâts aux organisations de gauche, et certaines d'entre elles sont entrées dans son dispositif. Le Front du 14 janvier a alors explosé. (...) Il est aujourd'hui nécessaire de remonter la pente et de rassembler à nouveau les forces révolutionnaires de gauche, qu'elles soient marxistes ou nationalistes. Il est nécessaire de construire une nouvelle coalition, sur la base d'un nouveau programme révolutionnaire afin de lutter contre la bipolarisation entre Ennahdha et les forces menées par Caïd Essebsi. Pour y parvenir, nous voulons faire renaître le Front du 14 janvier, sous une autre forme. Les conditions d'un tel regroupement sont maintenant réunies, car la*

plus grande partie de ceux qui avaient antérieurement accepté d'entrer dans le dispositif mis en place par Essebsi en ont tiré les leçons. (...) Les échanges entre le Parti des travailleurs et les trotskystes de la LGO buttent sur deux problèmes principaux : Premièrement, la LGO voudrait que l'UGTT reconstitue le Front et que celui-ci soit autour d'elle. Le Parti des Travailleurs est opposé à cette tactique, et pense qu'il faut commencer par regrouper les organisations politiques de la gauche marxiste et nationaliste. Deuxièmement, la LGO considère que la colonne vertébrale de tout front doit être l'UGTT. Le Parti des Travailleurs pense qu'il ne faut pas attendre pour constituer ce front que l'UGTT soit d'accord pour y participer. Surtout que l'UGTT cherche, dans sa dernière initiative, un consensus entre gouvernement et opposition. » (8)

En juillet 2012 Chedli Gari, à l'époque responsable du travail syndical au sein du PTPD, tirait également un bilan négatif de l'éclatement de la gauche tunisienne : « La division des organisations politiques de gauche a été catastrophique lors des élections d'octobre 2011. Nous avons fait le calcul avec Jmour et Hamma Hammami : si nous avions présenté des listes unitaires, le PCOT d'Hamma Hammami, le MOUPAD de Chokri Belaïd et le PTPD auraient pu arriver à la deuxième place. En y ajoutant les nationalistes arabes, on serait resté les deuxièmes, mais avec davantage de sièges. Trois semaines avant les élections, nous tentions encore de parvenir à des listes communes, mais chaque organisation a finalement fait cavalier seul en pensant obtenir la part du lion ».

A l'été 2012, Chedli Gari expliquait les raisons de l'éclatement du PTPD : « Il est nécessaire de rompre avec l'orientation politique très droitrière d'Abderrazak Hammami et de la majorité du Bureau politique se traduisant notamment par des périodes de flirts avec Ennahdha, Essebsi, Chebbi, ou Ettajid. Abderrazak Hammami a en effet tenté de tendre la main aux grands partis et a poussé à une rupture avec la gauche radicale. Il a voulu que le PTPD soit perçu comme l'organisation sauvegardant la révolution de ses tendances extrémistes : il aurait à cet effet rencontré Ghannouchi d'Ennahdha, Essebsi ainsi que le Ministre Ennahdha des droits de l'Homme. » Chedli Gari présentait ainsi l'orientation de son courant depuis sa scission avec le PTPD : « Notre orientation pour les mois qui viennent est la suivante : Renforcer le processus d'unification avec le MOUPAD, avec qui un congrès de fusion est prévu du 31 août au 2 septembre ; Reconstruire un Front incluant les nationalistes arabes, qui sont très attachés à l'identité musulmane, alors Ennahdha cherche à récupérer certains d'entre eux ; Nous ne situons pas dans le débat Islam-laïcité posé par Ennahdha et Ettajid. » (9)

Pour sa part, Néjib Sellami, un des principaux animateurs du syndicat UGTT de l'enseignement secondaire et militant connu du MOUPAD, expliquait en juillet dernier : « Une paysanne m'a dit la semaine dernière : la révolution tunisienne est comme une pastèque sur une table. Elle n'est en effet pas dans une situation stable, elle oscille et peut tomber par terre à tout moment. Cette image m'a beaucoup plu.

Nous avons un pouvoir autoritaire au Palais de Carthage entre les mains de Ben Ali, aujourd'hui, un autre pouvoir autoritaire se met en place à la Casbah entre les mains de Jebali, le Premier ministre islamiste. Ce parti pratique le double langage : il se dit démocratique et civil, mais ses pratiques nous rappellent celles du RCD de Ben Ali. Il veut décider de tout et les Tunisiens craignent aujourd'hui le retour d'une dictature sous une forme religieuse.

Face à Ennahdha, un regroupement se constitue autour Essebsi avec d'anciens bourguibistes et d'anciens RCDistes. Ils ont été rejoints par des forces du centre, ou même issues de la gauche. Ennahdha ainsi que les gouvernements américains et français veulent pousser les Tunisiens à choisir entre deux pôles : Ennahdha et les partis issus de l'ancien pouvoir.

Ces deux forces sont bien structurées et ont beaucoup d'argent. Mais un troisième pôle se met en place refusant cette bipolarisation. Il est constitué par des partis de gauche et nationalistes arabe. Ceux-ci veulent non seulement empêcher tout retour d'une dictature, mais également obtenir la satisfaction des revendications pour lesquelles la population a fait la révolution. L'objectif est de reconstituer ce qui existait antérieurement sous le nom de Front du 14 janvier. » (10)

Membre de la direction de la Ligue de la gauche ouvrière (LGO), Jalel Ben Brik Zoghلامي résumait cet été ainsi les conditions de la reconstitution d'un Front du 14 janvier : « *Ce Front n'aura de sens que si plusieurs conditions sont simultanément réunies :*

- 1. S'ancrer dans les mobilisations sociales actuelles, la gauche politique est actuellement en retard sur les mobilisations sociales ;*
- 2. Mettre en place un programme de lutte et de mobilisation autour des points essentiels : contre la ligne d'Ennahdha réactionnaire antidémocratique et opposée aux droits des femmes, pour l'annulation de la dette et des accords d'association avec les forces impérialistes, pour la campagne contre le chômage et pour le droit au travail, pour la mise en place d'un système de développement en faveur des classes et des régions défavorisées...*
- 3. S'opposer clairement à la politique antisociale, pro-impérialiste et antidémocratique du gouvernement des Frères musulmans du parti Ennahda et leurs alliés fantoches. Et lutter contre les illusions autour du pôle libéral des anciens RCDistes (autour de Sebsi) et leur allié Najib Chebbi.*
- 4. Se prononcer pour la chute du gouvernement actuel et commencer à discuter de la nature d'un gouvernement populaire. Pour la LGO, il doit être basé sur un front ouvrier populaire et démocratique, et dont la colonne vertébrale soit l'UGTT ;*
- 5. S'ouvrir et travailler avec des indépendants, et notamment des dirigeants et dirigeantes en lutte que ce soit dans le mouvement syndical, dans les régions, parmi les femmes, les chômeurs et les jeunes. » (11)*

Un premier accord a été annoncé lundi 13 août 2012 entre douze partis, annonçant la création du Front populaire pour la réalisation des objectifs de la révolution. Le quotidien « Le Temps » notait : « A l'heure où les observateurs de la vie politique nationale estiment qu'une bipolarisation entre Ennahdha et Nidaa Tounes est désormais inéluctable (...), le Front, regroupant des partis de gauche et d'obédience nationaliste arabe, estime que les Tunisiens ne sont pas obligés de choisir entre Ennahdha et Nidâa Tounes » (12).

Ce nouveau Front regroupe des organisations provenant de diverses traditions (13) :

Marxiste-léniniste

- Parti des travailleurs - ex-PCOT - (Hamma Hammami),
- Parti des patriotes démocrates unifiés (résultant de la récente fusion du MOUPAD de Chokri Belaïd et du courant Jmour du PTPD),
- Le Parti patriotique socialiste révolutionnaire (Jamel Lazhar),
- Parti de la lutte progressiste - PLP - (Mohamed Lassoued),

Trotskyiste

- Ligue de la gauche ouvrière (LGO),

Socialiste

- Parti populaire pour la liberté et le progrès - PPLP - (Jalloul Ben Azzouna se réclamant de Ben Salah),

Panarabe marxiste

- Front populaire unioniste (Amor Mejri),

Nationaliste arabe nassérien

- Mouvement Bath (Othmane Belhaj Amor),
- Parti de l'avant-garde arabe et démocratique - PAGAD - (Khereddine Souabni),

Autres organisations

- Tunisie verte (Abdelkader Zitouni),
- Mouvement des démocrates socialistes,
- RAID (ATTAC et CADTM).

De nombreux militants indépendants participent également au Front.

Lors de sa première conférence nationale en septembre 2012, le Front populaire a adopté un projet de charte politique (14) et élu le dirigeant historique du PCOT, Hamma Hammami, en tant que

porte-parole.

Notes :

1. Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDTL) devenu Ettakatol était membre observateur de l'Internationale socialiste du temps de Ben Ali. Il en est devenu la section officielle depuis que le parti de Ben Ali en ait été enfin exclu... le 17 janvier 2011 !
2. Béji Caïd Essebsi, avocat, été successivement ministre de l'Intérieur, de la Défense et des Affaires étrangères sous Bourguiba, puis Président de la Chambre des députés sous Ben Ali entre 1990 et 1991. Le 27 février 2011, à la suite de la chute du second gouvernement Ghannouchi, il a été nommé premier ministre du gouvernement provisoire. Après les élections, le 24 décembre 2011, il a cédé la place à Hamadi Jebali, secrétaire général d'Ennahdha. Le 16 juin 2012 il a lancé une nouvelle formation politique intitulée Nidaa Tounes (l'Appel de la Tunisie).
3. Mohamed Ghannouchi devient ministre délégué auprès du Premier ministre Ben Ali en octobre 1987, avant que ce dernier ne s'empare de tout le pouvoir, écartant Bourguiba, en novembre 1987. Il occupe diverses fonctions ministérielles, puis devient Premier ministre de Ben Ali en 1999 et membre du Bureau politique du RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique, le parti d'État fondé par Ben Ali en février 1988) en 2002. Après la chute de Ben Ali le 14 janvier 2011, il se déclare en charge de l'intérim présidentiel et forme un nouveau gouvernement, dit d'union nationale, le 17 janvier. Sans légitimité et faisant face à la poursuite des manifestations révolutionnaires, il doit démissionner le 27 février 2011.
4. Le parti démocratique progressiste (PDP, auparavant Rassemblement socialiste progressiste) a été formé en 1983 par plusieurs groupes de gauche. En 1987 il a été légalisé par Ben Ali. Il « étend ses bases idéologiques » en 2001, changeant alors de nom. Après la chute de Ben Ali, son fondateur Ahmed Néjib Chebbi devient ministre dans le gouvernement Ghannouchi le 17 janvier 2011. En avril 2012 le PDP fusionne avec d'autres partis pour fonder le Parti républicain, dont Maya Jribi, sa secrétaire générale, prend la tête.
5. Le Mouvement Ettajid (renouveau) est le nom pris par l'ancien Parti communiste tunisien (fondé en 1934, interdit en 1963, légalisé en 1981) lorsque ce dernier a pris la décision d'abandonner le communisme et de se transformer en parti de centre gauche lors de son congrès de 1993. Il disposait de députés dans le parlement de Ben Ali. Le 17 janvier 2011, après la chute de Ben Ali, son premier secrétaire, Ahmed Brahim, devint ministre dans le gouvernement de Ghannouchi.
6. Le PTT est un parti qui se réclame du travaillisme. A ne pas confondre avec le Parti des Travailleurs (ex-PCOT).
7. Le quotidien tunisien « Le Temps » du 16 décembre 2012 annonce que pour avoir plus de poids et contourner la loi qui devrait exclure les anciens cadres du RCD de la vie politique durant dix ans, Nidaa Tounes vient d'annoncer la constitution de la coalition « Union pour la Tunisie » avec quatre autres partis : le Parti républicain (en partie issu de l'ancien PDP), Al-Massar (en parti issu d'Ettajid qui avait succédé à l'ancien Parti communiste tunisien), le Parti socialiste (nouveau nom du PSG issu d'une ancienne scission du PCOT), le PTPD (dont l'aile gauche représentée par Jmour a scissionné à l'été 2012 pour rejoindre le Front populaire).
8. Propos recueillis les 18 et 19 juillet 2012 à Tunis par Alain Baron, publiés par le site web d'Europe solidaire sans frontières : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article25957>
9. Ibid.
10. Ibid.
11. Ibid.
12. Cité par Alain Baron, « Tunisie : Le regroupement à gauche franchit une nouvelle étape », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article26107>
13. Pour plus de clarté, le nom d'un des dirigeants les plus connus de chaque parti a été indiqué.
14. Le projet de charte politique est disponible sur www.europe-solidaire.org/spip.php?article27377

Voir en ligne : [Inprecor](#)